

2. CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

Le contexte du développement national, pour ce qui est du large spectre de facteurs économiques, technologiques, industriels, humains, sociaux et institutionnels, est d'une grande importance pour la conception des programmes d'assistance technique et de constitution de capacité dans tout secteur – et l'assistance technique en matière de DPI n'est très certainement pas une exception. Cette section examine en premier lieu certains des questions et des défis clés ayant trait au contexte du développement national dans les PMA, avant d'établir une liste détaillée devant guider une évaluation des facteurs clés à prendre en compte dans la planification d'un programme ou d'un projet d'assistance technique en matière de DPI.

2.1 Questions et défis clés

Les donateurs et les prestataires d'assistance technique en matière de DPI doivent être constamment conscients du fait que l'élaboration des systèmes de propriété intellectuelle dans les PMA ne peut être envisagée séparément du contexte de développement général et des besoins du pays concerné. Par exemple, la fourniture durable d'équipements de technologie de l'information pour un bureau de la propriété intellectuelle peut exiger la prise en compte des ressources financières et des compétences locales pour faire fonctionner et entretenir les équipements, une alimentation en électricité fiable et des infrastructures de télécommunications ou des équipements associés tels que des climatiseurs.

D'autres facteurs tels que le niveau d'activité d'enregistrement formel des DPI (par exemple un nombre restreint de demandes de brevets et de marques de fabriques) dans un petit pays ou un pays à très faible revenu peut indiquer qu'il n'est ni techniquement faisable, ni économiquement viable pour un tel pays d'établir et d'entretenir un système de DPI comparable à ceux des pays développés en termes de capacité d'administration, d'application et de réglementation des DPI. .

Il en résulte que l'évaluation des prescriptions en matière d'assistance technique DPI et de constitution de capacité d'un pays en développement devrait reposer sur les besoins du pays plutôt que sur ce que le pays donateur souhaite ou est en mesure de fournir. Les bénéficiaires d'assistance technique en matière de DPI dans les PMA ont manifestement un rôle clé à jouer en influant sur de telles évaluations, sur la base d'une perspective large et à moyen terme, et un large spectre de parties prenantes devait être impliqué – non seulement les bureaux de la propriété intellectuelle nationaux, mais aussi des parties prenantes d'autres agences gouvernementales, le secteur des affaires et la société civile. Vous trouverez les grandes lignes d'un exercice de mapping des parties prenantes nationales dans l'Annexe A.

Les donateurs ont un rôle important à jouer, dans ce cadre, en aidant les PMA à comprendre les systèmes internationaux de propriété intellectuelle et leur évolution future, ainsi qu'en procédant à des échanges sur leur propre expérience. Ainsi, des bureaux de la propriété intellectuelle dans les pays donateurs ainsi que d'autres agences donatrices traditionnelles et non traditionnelles d'assistance technique en matière de propriété intellectuelle peuvent être en mesure de partager les expériences sur le recours à des modèles juridiques et des pratiques administratives spécifiques pour la protection de la propriété intellectuelle (par exemple, des modèles d'utilité, certains types de systèmes de protection *sui generis*, ou des protocoles visant à garantir l'accès équitable au matériau biologique et le partage des avantages qui en découlent) qui pourraient être appropriés pour les besoins de parties prenantes dans les pays en développement.

Ainsi, les donateurs peuvent fournir aux PMA des renseignements suffisants pour leur permettre de prendre des décisions éclairées sur les moyens de développer leurs systèmes nationaux et sur ce qui peut être réalisé et acheminé de manière réaliste, à court et à long terme.

2.2 Liste de contrôle de l'évaluation diagnostique

Situation de développement économique et structure économique

- Quel est le statut économique du pays en termes de PIB et des niveaux de croissance récents ? Quelle est la structure économique du pays, notamment les secteurs de la manufacture, des services et agricole ?
- Quelles sont les principales industries et les principales sources d'emploi et d'investissement dans le pays ? Comment ces tendances évoluent-elles dans le temps ?
- Quelle est la structure du capital dans les divers secteurs de la manufacture, des services et de l'agriculture (local contre étranger, etc.) ?
- Quels renseignements sont disponibles concernant les niveaux de dépenses dans la recherche & Développement, les niveaux des activités d'octroi de licences dans la technologie ?
- Les agences d'affaires et gouvernementales sont-elles généralement en mesure d'utiliser les matériels modernes de technologie de l'information et les logiciels pour engranger des gains d'efficacité et de productivité ? Si non, quelles mesures sont prises ou projetées pour résoudre ces problèmes ?

Situation du développement humain et profil de la pauvreté

- Quel est le statut social et économique national du pays (par exemple les niveaux de revenu brut par tête d'habitant, le niveau et l'incidence de la pauvreté) ?
- Quel est la situation générale de la santé et de l'éducation pour la population (par exemple le taux de mortalité infantile, le taux de mortalité maternelle, le taux de mortalité chez les moins de 5 ans, les niveaux d'alphabétisation) ? Quel est le niveau des dépenses publiques par tête d'habitant sur l'éducation et les soins de santé dans le pays ?
- La population du pays est-elle confrontée à des problèmes sévères dans l'accès à des technologies clés pour le développement humain et la réduction de la pauvreté (tels que l'accès aux médicaments essentiels, aux livres scolaires et aux matériels éducatifs, aux intrants pour l'agriculture de subsistance, etc.) ? Si oui, quelles mesures sont prises ou projetées pour améliorer l'accès ?

Stratégies de développement et programmes d'aide nationaux

- Quelles sont les priorités, les stratégies et les plans nationaux pour la réduction de la pauvreté dans le pays ? Ceux-ci sont-ils clairement formulés dans des documents publiés tels que les Documents de stratégie de la réduction de la pauvreté ?

- Les questions liées aux DPI, à la recherche & développement, à l'innovation, à la créativité, à l'accès aux technologies et aux produits de connaissance sont-elles prises en compte dans de tels documents ?
- Y a-t-il un système national d'innovation en place et dans quelle mesure est-il lié à l'activité privée et au recours aux DPI ?
- Quel est le cadre de l'aide publique au développement (APD) pour le pays ? Qui sont les donateurs clés ? Quels sont les programmes majeurs et les futurs plans financés par l'APD ?
- L'Étude intégrée diagnostique sur le commerce (Diagnostic Trade Integrated Study – DTIS) a-t-elle été entreprise pour le pays dans le cadre du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce ? Quelle est le statut actuel du Cadre intégré dans le pays ?
- Comment la proposition de programme ou de projet d'assistance technique en matière de DPI sera-t-elle liée à ces efforts en cours ou projetés par d'autres donateurs ? Quels enseignements ont été tirés par les donateurs assurant l'assistance technique et la constitution de capacité dans le pays ?